

Recherches sociographiques



Claude-V. MARSOLAIS, *Le référendum ocnfisqué. Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*

Max Nemni

Volume 34, numéro 1, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056741ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056741ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nemni, M. (1993). Compte rendu de [Claude-V. MARSOLAIS, *Le référendum ocnfisqué. Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*]. *Recherches sociographiques*, 34(1), 129–132. <https://doi.org/10.7202/056741ar>

COMPTES RENDUS

Claude-V. MARSOLAIS, *Le référendum confisqué. Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*, Montréal, VLB éditeur, 1992, 268 p.

L'ouvrage de Marsolais n'offre pas aux lecteurs de *Recherches sociographiques* ce qu'ils ont l'habitude et le droit de réclamer d'un travail scientifique, c'est-à-dire une analyse rigoureuse et objective fondée sur un appareillage conceptuel et méthodologique cohérent. En effet, au lieu d'une analyse raisonnée du sujet en question (le référendum de mai 1980 sur le mandat de négocier la souveraineté-association), on y trouve le cri du cœur d'un sécessionniste désabusé et une sorte de guide politique pour l'avenir car, bien explicitement, l'auteur entend tirer des leçons de ce qu'il perçoit comme un rendez-vous historique manqué par les Québécois.

Le compte rendu d'un travail si nettement orienté idéologiquement n'est pas chose aisée. Comment, en effet, rendre compte de ce que l'auteur baptise de « méthode critique » le simple fait d'avoir critiqué vertement ses adversaires idéologiques ? Ou, encore, comment porter un jugement sur la valeur historiographique d'une recherche qui ne se soucie pas outre mesure de la qualité et de la validité des sources documentaires utilisées ? Que dire d'un ouvrage qui, triant les faits et idées au gré des convictions de l'auteur, fait du militantisme ou de l'animation sociale plutôt que de la science politique ou de la sociologie ?

Dès l'introduction, le ton est donné par l'affirmation catégorique que « le référendum de 1980 fut confisqué aux Québécois » (p. 15). De plus, dans les toutes premières pages, Marsolais s'empresse d'expliquer tous les tenants et aboutissants de cette « confiscation ». Ainsi, dès la seizième des 268 pages, nous savons tout de la thèse de l'auteur, de ses objectifs, de sa conclusion et, même, du statut de ses « explications », « analyses » et « preuves ». Est-ce la peine de lire les deux cent cinquante deux autres ? Au lecteur de trancher.

Pour tirer profit de ce livre, il faut le prendre pour ce qu'il me semble être : une sorte de réquisitoire contre ceux qui auraient commis le grave délit de « confisquer » au Québec sa libération nationale. À cette fin, je me pencherai sur son axe central : l'idée de « confiscation ». Qui sont les coupables ?

Le premier ne saurait nous surprendre : c'est le gouvernement Trudeau qui « est intervenu massivement pour infléchir le résultat du vote » (p. 12). Coupable, oui, mais avec un bémol. Bien sûr, Trudeau est présenté, comme il est maintenant fréquent de le faire dans

les milieux nationalistes, comme une personne machiavélique «pour qui la réalisation d'objectifs précis l'emporte sur les soucis moraux» (p. 32). Mais, chose intéressante, le machiavélisme n'est pas, pour Marsolais, un trait de caractère répréhensible. Au contraire, il le considère comme l'ingrédient essentiel à l'exercice du pouvoir politique. Ce qu'il déplore, c'est surtout le fait que les leaders québécois, et les Québécois francophones, n'aient pas appris, selon le cas, à se servir de cet instrument, ou à en dépister les effets. Ainsi la très grande popularité de Trudeau au Québec ne s'explique que par la grande naïveté des Québécois. Tous les Québécois qui ont massivement appuyé Trudeau n'ont tout bonnement pas reconnu en cette personne un être dangereux qui «divisait la loyauté des Québécois» (p. 36).

Trudeau et le Parti libéral fédéral sont donc présentés comme d'habiles joueurs qui ont su arriver à leurs fins. C'est d'ailleurs avec beaucoup d'admiration que l'auteur met en contraste cet esprit «machiavélique» avec la trop grande probité de René Lévesque. C'est ce trait de caractère, frisant la naïveté, qui aurait amené ce deuxième personnage central du drame, «à commettre des erreurs politiques importantes» (p. 32). Ce ne sont donc pas les forces fédérales de Trudeau qui auraient «confisqué» le référendum. Après tout, leur jeu, c'est-à-dire leur volonté centralisatrice, leurs fausses promesses d'un fédéralisme renouvelé, de même que le «coup de force» constitutionnel de 1982 qui découla tout naturellement de la stratégie référendaire, n'aurait dû surprendre personne d'intelligence politique moyenne. Et l'auteur cite Louis BALTHAZAR qui, à la veille du référendum, affirmait que les Québécois qui croyaient sur parole les promesses du camp du NON «auraient avalé une couleuvre comme jamais dans leur histoire» (p. 192). Les coupables, selon l'auteur, ne sont pas ceux qui ont bien joué leurs cartes, mais plutôt ceux qui par une incroyable naïveté ont avalé la couleuvre.

À vrai dire, Marsolais pointe du doigt les Québécois francophones en général, et, plus spécifiquement, ceux susceptibles de partager sa vision du nationalisme. En effet, la majorité des Québécois francophones font constamment preuve «d'immaturité politique» et ils «répondent bien aux portraits robots... du colonisé mais avec la nuance suivante: les Québécois sont des colonisés bien nourris» (p. 14). Cette notion du Québécois «colonisé bien nourri» constitue un des axes explicatifs fondamentaux de la thèse de l'auteur.

On trouve aux pages 133 et 134 un exemple typique, et savoureux, de cette perspective «théorique». Afin «d'expliquer» le rejet massif par les Anglo-Québécois de l'option proposée par la question référendaire, l'auteur affirme :

Ils nous ont conquis et se conduisent comme nos maîtres conservant leurs droits et privilèges... Ne disaient-ils pas au siècle dernier qu'un peuple anglais ne peut jamais être vaincu par un peuple français?

Sans autre référence ou analyse, la défaite référendaire du camp du OUI est «expliquée» par la conquête! Mais qui sont, au juste, ces Anglais qui ont proféré ces paroles incendiaires?

Comme seule réponse, on trouve un unique renvoi à un vieil ouvrage de Maurice Séguin de 1968 citant une lettre au *Montreal Herald* (22 décembre 1835) d'un certain Adam THOM. Ainsi, monsieur Thom, mort au moins un siècle avant le référendum de 1980, sert de caution aux affirmations à l'emporte-pièce de monsieur Marsolais.

De toute évidence, ce dernier n'aime pas beaucoup les anglophones et ne se donne pas la peine de cacher ses sentiments. Au point même qu'il lui arrive de tomber dans un racisme mal déguisé sous des apparences de description «objective» de traits de caractère. Il n'hésite pas, par exemple, à «expliquer» la position anti-séparatiste des médias anglophones en affirmant

que « bien qu'ils soient reconnus pour leur loyauté, les anglophones peuvent être sans pitié lorsqu'ils livrent une guerre d'usure à un parti ou à un gouvernement qui leur apparaît hostile » (p. 172). On cherche en vain les subtilités de la « méthode critique » qui auraient donné accès à cette connaissance profonde de la culture anglophone...

Après les Québécois à la mentalité de colonisés, les deuxièmes grands responsables de la « confiscation » sont les dirigeants politiques québécois francophones.

Fort de sa « méthode critique », l'auteur avance que « les desseins les plus profonds des hommes politiques qui dirigeaient le Parti québécois et le Parti libéral du Québec étaient avant tout de satisfaire leurs ambitions politiques » (p. 16). Nous avons là un deuxième thème qui revient tout au long du livre : l'opportunisme des dirigeants québécois, peu importe leur allégeance. Sans pitié, le gouvernement Lévesque et le Parti québécois sont accusés, tour à tour, de « torpeur dans la direction gouvernementale » (p. 42), « d'autoritarisme » (p. 74), « d'angélisme ou, pire encore, d'ineptie politique » (p. 71). L'opportunisme du Parti québécois friserait même la trahison et la malhonnêteté car le gouvernement péquiste aurait « [pris] une position de neutralité bienveillante à l'endroit des libéraux de Pierre Elliott Trudeau » (p. 139). Puisant ce « scoop » dans *Le Devoir* du 22 janvier 1980, l'analyste affirme qu'en s'alliant ainsi à Trudeau, « les dirigeants péquistes commettaient une faute grave pour l'avenir du Québec et laissaient entrevoir que leur dessein pouvait être plus électoraliste que référendaire » (p. 140).

Comment donc le Parti québécois aurait-il participé à la « confiscation » du référendum ? Tout simplement, en remplaçant l'idéal de l'indépendance par l'amour du pouvoir.

Et que pense Marsolais du Parti libéral du Québec dirigé alors par Claude Ryan, chef du camp du NON ? D'une part, il admire ce politicien qui donna au cours de la campagne référendaire « la meilleure performance en mettant à profit ses talents d'analyste » (p. 84). Mais il s'empresse, par ailleurs, de le présenter comme un joueur de deuxième plan par rapport au vrai renard que fut Trudeau. Tout d'abord, Ryan n'était pas suffisamment au fait des dernières techniques médiatiques. Il « se montra totalement inconscient de l'importance de la caméra, restant tout le temps assis, ... en bâillant et en se grattant le crâne... » (p. 85). Mais, pire que cela, les libéraux québécois se sont tout simplement fait damer le pion par Trudeau, Chrétien et les autres. Citant une entrevue privée, sans témoin, qu'il aurait eue avec un dénommé Pierre Bibeau, le 21 février 1991, l'auteur rapporte que Ryan aurait dit à propos de Trudeau : « Il m'a royalement eu » (p. 108). Le Parti libéral du Québec aurait donc contribué à la « confiscation » du référendum en se laissant manipuler par le machiavélique Trudeau. Cette simple entrevue sans témoin en est la preuve scientifique.

Qui sont les autres coupables qui méritent les foudres de l'auteur ? À vrai dire, rares sont les organismes et institutions francophones québécois qui ne les méritent pas ! Des partis d'extrême gauche jusqu'aux organismes patronaux, en passant par les intellectuels, les jeunes, les syndicats et les journalistes, tous se font houspiller. Par contre, les groupes nationalistes sont ceux qui passent au mieux le test de la « méthode critique ». Marsolais n'hésite d'ailleurs pas à féliciter la Société Saint-Jean-Baptiste qui « a probablement été le mouvement nationaliste qui initia avec succès le plus grand nombre d'actions préréférendaires » (p. 71). La seule tache au dossier, toute petite d'ailleurs, c'est « qu'une certaine méfiance régnait entre les dirigeants du mouvement et ceux du gouvernement Lévesque » (p. 74). On pourrait même, à la limite, blâmer davantage le gouvernement Lévesque puisque, plus tôt, l'auteur avait mis en exergue son « autoritarisme » et son incapacité de collaborer

avec les mouvements populaires. La part des dirigeants nationalistes à la « confiscation » historique est donc des plus marginales. Ils n'ont commis qu'un tout petit péché véniel.

La faute des journalistes, et en général des intellectuels, est plus grave. Présumément en « colonisés bien nourris », l'auteur les accuse tout simplement d'avoir « pratiqu[é] l'autocensure » (p. 16). Dans son chapitre consacré aux délits des journalistes francophones, il commence par décrier leur corporatisme. Il nous rappelle que les quotidiens francophones sortaient de longs conflits de travail et que, de ce fait, « les journalistes québécois francophones [étaient] dans un état d'apathie voire même d'abattement moral » (p. 161). C'est ce qui explique qu'ils aient mal fait leur travail. Ceci ne veut pas dire qu'ils n'ont pas convenablement rapporté les nouvelles mais, plutôt, qu'ils n'ont pas eu le courage d'exprimer ouvertement leurs sentiments pro-nationalistes.

Marsolais arrive d'ailleurs mal à comprendre cet excès de professionnalisme de la part des « journalistes francophones... [qui] à la veille du référendum se [sont] réfugiés dans une sorte de neutralité aseptisée » (p. 165). Ceci a conduit « les journalistes québécois [à] sublim[er] l'événement ». De là, il ne reste plus qu'un petit pas, vite franchi, pour les accuser d'avoir participé à la confiscation du référendum : « Par leur passivité, les journalistes n'ont-ils pas fait le jeu des forces fédéralistes et de leurs alliés... ? » (p. 179.) Comme on le voit, cette question, toute rhétorique, constitue en fait une accusation à peine voilée.

Pour résumer, rappelons l'acte d'accusation et le verdict. L'auteur, croyant sans l'ombre d'un doute que « le référendum de 1980 fut confisqué aux Québécois », cherche les coupables. Étonnamment, les fédéralistes convaincus n'apparaissent pas à son réquisitoire. Que les autorités fédérales de l'époque aient « récupéré » le référendum lui semble tout à fait dans l'ordre des choses. Ceux qu'il blâme avant tout, ce sont les politiciens francophones jugés coupables d'opportunisme. Il fustige aussi les intellectuels et les journalistes francophones coupables de « neutralisme aseptisé ». Enfin, il prend à partie tous les groupes, mouvements et associations francophones qui ont eu l'audace, ou la bêtise, de militer pour le NON ou même de s'abstenir. En définitive, avec un petit air altier, Marsolais accuse tous les francophones québécois — des « colonisés bien nourris » — de n'avoir manifesté que leur « fausse conscience » en votant comme ils l'ont fait.

Triste réquisitoire ! Triste méthode !

Max NEMNI

*Département de science politique,
Université Laval*

Christian DUFOUR, *La rupture tranquille*, Montréal, Boréal, 1992, 170 p.

Le Canada actuel a été construit par deux actes fondateurs aux implications fort différentes pour les francophones. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 a longtemps représenté, pour ces derniers, une sorte de contrat social entre deux peuples. Après l'échec de l'Acte d'Union en 1840, voie sans issue d'une union avortée entre le Haut et le